



Solidarité
Laïque

Rapport annuel 2024



12 mois

Rassemblons-nous pour plus de solidarité et de justice sociale

Mai - À l'approche des élections européennes, nous avons lancé un appel à ne pas se résigner face à la montée de l'extrême droite et à se mobiliser contre les inégalités sociales et territoriales, aux côtés de la LDH, la CGT, la FSU et plus de 70 organisations de la société civile.

Votons pour la démocratie et la fraternité !

Juin - À l'approche des élections législatives et après la dissolution de l'Assemblée nationale, nous avons co-signé de nombreux appels collectifs à nous unir, à faire entendre notre voix, à lancer ou participer à des initiatives solidaires.

Réaffirmons notre engagement envers la solidarité internationale !

Février - Suite aux 1^{ères} annonces de coupes de l'aide publique au développement, nous avons co-signé la tribune de Coordination SUD avec 102 autres organisations de la société civile.

Des digues ont sauté face à la xénophobie

Février - Pour dénoncer la promulgation de la loi "asile et immigration", nous avons co-signé une tribune avec 140 organisations de la société civile.

militants

L'argent public doit aller à l'école publique !

Février - Dans un contexte de polémiques liées au financement de l'enseignement privé, nous avons co-signé une tribune avec un collectif de 26 organisations de la société civile (syndicats enseignants, lycéens, étudiants, associations d'élus, associations...) pour exiger plus de moyens pour l'École publique et laïque.

Continuons de dénoncer l'éducide à Gaza !

Mars, juin, octobre - À plusieurs reprises, nous avons lancé un appel au cessez-le-feu, à la libération de tous les otages et alerté sur les violations des droits des enfants et du droit à l'éducation à Gaza.

Urgence Mayotte - L'éducation, c'est aussi la protection !

Décembre - Dès le passage dévastateur du cyclone Chido à Mayotte, nous avons lancé un appel à dons pour soutenir les victimes en particulier la communauté éducative, autour de notre Délégation de Mamoudzou, en lien avec nos organisations membres et nos partenaires mobilisés sur le terrain.

L'éducation, c'est aussi la solidarité !

Novembre / décembre - Nous avons construit notre campagne de fin d'année autour de la 5 droits fondamentaux : le droit d'apprendre, le droit à l'inclusion, le droit à la protection, le droit de vivre ensemble, les droits humains.

Rapport annuel 2024

Rapport moral p. 6

**Synthèse des éléments
financiers p. 16**

Rapport d'activité p. 18

**Nos programmes
dans 20 pays p. 30**

Rapport moral



“La solidarité internationale est un apport indispensable pour la paix.”

En France et dans le monde, nos actions solidaires et notre plaidoyer pour l'égalité et l'accès à l'éducation contribuent, même à modeste échelle, à l'avènement de sociétés fraternelles et libres. **Face à l'indignité, la peur ou la haine qui n'apportent jamais de richesses aux peuples, qui tuent les ressorts de l'adaptation et du progrès ; face à la misère et au mépris, à la désespérance, qui font le lit des migrations forcées, qui mènent aux guerres ou aux révolutions, face au terrorisme et aux radicalisations, Solidarité Laïque s'exprime et s'engage.**

Notre rapport d'activité en témoigne, les impacts de nos actions sont réels. Nous les devons à toutes celles et ceux, salarié.e.s, élu.e.s, bénévoles, organisations membres, partenaires et bailleurs, donateurs et donatrices, qui contribuent à notre projet commun.

Notre Union fait l'objet aujourd'hui d'une reconnaissance importante, fruit d'un travail entamé depuis plusieurs années.

- Coordination SUD en apporte la preuve en s'appuyant, comme première illustration de son plaidoyer pour l'Aide publique au développement, sur notre programme de reconstruction de 25 écoles en Haïti et la création de 25 conseils d'école élargis ;
- Le programme “Jeunes des 2 Rives” se décline dans plusieurs villes en France et dans des pays du pourtour de la Méditerranée ;
- En France, le nombre de personnes que nous accompagnons dans leur projet de départ en vacances a augmenté de 40% en 2024 par rapport à l'année précédente ;
- Fin 2024, de grandes synergies entre organisations membres, au niveau national et territorial, se sont nouées pour soutenir les habitant.e.s de Mayotte, après le passage du cyclone Chido. Une 1^{ère} opération de remise de matériel scolaire est en cours au moment où j'écris ce rapport.
- Dans 5 pays d'Afrique de l'Ouest et maintenant en Tunisie à travers le tiers-lieu “Espace Farah”, les Laboratoires d'innovation sociale (LABIS), installés dans les périphéries déshéritées de grandes métropoles, offrent à des milliers de jeunes un espace où construire leur insertion professionnelle et citoyenne.
- Avec nos partenaires tunisiens et français, nous défendons l'accès à l'éducation et l'économie sociale et solidaire (ESS).

Nous menons ces actions et tant d'autres, avec les acteurs et actrices qui en bénéficient directement, dans un esprit de réciprocité. Ce sont elles et eux que nos organisations ne perdent pas de vue, c'est avec elles et eux que nous transmettrons, le "faire ensemble", la coopération, les valeurs de l'ESS et le principe de laïcité.

En complément de nos actions de solidarité de proximité et d'éducation à la citoyenneté, la solidarité internationale reste un levier majeur de mobilisation des jeunes générations engagées en France et dans le monde. Elle prévient le repli sur soi ; elle devrait être considérée comme un devoir moral et un apport indispensable pour la paix.

Pour tout cela, nous devons assurer la solidité de notre Union. Les objectifs fixés par l'Assemblée générale 2024 au travers de la révision de notre plan stratégique étaient clairs : renforcer notre Union, consolider nos interventions, faire rayonner Solidarité Laïque.

Cela passe par la sécurisation et la maîtrise des aléas et des risques, cela passe par le développement de la solidarité entre les organisations membres. Nous le faisons et nous travaillons à nous adapter toujours mieux aux bouleversements géopolitiques, sociaux et environnementaux.

Côté finances, l'exercice 2024 présente une situation stabilisée au regard de celui qui a précédé. Pour la seconde année consécutive grâce à la mise en œuvre d'une politique de redressement économique, Solidarité Laïque affiche un résultat positif de 123 K€.

Nous adaptons notre action à notre réalité économique du moment et pilotons aujourd'hui un plan de maîtrise des risques. Nous ne baissons pas les bras, notre Union est utile et nous permet d'aller plus loin ensemble.

Dans cette période de transformation structurelle des modes de financement des organisations, en particulier pour les associations, qui conduisent à de nouvelles concurrences et à des temporalités de court terme, nous devons trouver des modalités de pérennisation de notre projet partagé.

Notre positionnement à l'international fait l'objet d'un questionnement sur lequel le conseil d'administration a travaillé fin 2024. Dans un monde où les dérèglements climatiques, les épidémies, les logiques impérialistes n'ont pas de frontières, notre capacité à imaginer et à mettre en œuvre des projets qui transcendent ces frontières est utile. Nos premières orientations nous confortent comme acteur à l'international, en partenariat avec d'autres organisations.

Par le développement de nos synergies au sein de l'Union, nous sommes, de fait, en tant que membres, en action auprès des Ukrainiens et Ukrainiennes victimes de la guerre ; auprès des femmes afghanes ou des enfants et éducateurs.trices libanais.es qui font appel à nous ; auprès de tous ceux et toutes celles avec qui, dans 20 pays, nous nous attachons à réduire les inégalités.

En 2025, poursuivons notre œuvre transformatrice et sans relâche faisons circuler ce qui nous unit : solidarité et laïcité.

Anne-Marie Harster

Présidente de Solidarité Laïque

Solidarité Làïque, L'Union.

**Ce qui nous unit :
notre engagement
pour la promotion
de l'école publique,
de l'éducation populaire
et de l'économie sociale
et solidaire.**

Nos 45 organisations membres en 2024

Associations Mutuelles

ADOSEN - Prévention Santé MGEN - Afev -
AGIR ABCD - ALEFPA - APAJH - Arts et Vie -
Autonome de Solidarité Laïque - AROEVEN -
CEMEA - EEDF - Entraide et Solidarité des Libres
Penseurs de France - Entraide Union - FCPE
- FCTR - Fédération des DDEN - Fédération
française du Droit Humain - Fédération Générale
des PEP - FGR-FP - Français du monde-ADFE
- FRANCAS - GCU - GLMU - Gref - JPA - LDH
- Ligue de l'enseignement - MAE Solidarité -
Mission laïque française - OCCE

MAE Mutuelle - MAIF - MGEN - Mutuelle des
affaires étrangères et européennes - Mutuelle
des motards - Prévention MAIF

Syndicats

CFDT EFRP - CGT-FO - FSU - SE-Unsa -
SI.EN UNSA EDUCATION - SNUipp - UNSA
- UNSA Éducation

**et 54
adhérent.e.s
individuel.le.s**

Coopératives

CASDEN Banque Populaire - UNCME

Notre CA

au 21 juin

Jean-Louis Cardeillat
ADOSEN

Jean-Louis Sabatié
Français du monde-ADFE

Michel Ouliac
AGIR ABCD

Gilbert Hoarau
ALEFPA

Jacques Durand
APAJH

Jackie Fonfria
Arts et Vie

Frédéric Chappe
L'ASL

Claude Amari
CASDEN

Audrey Baudeau
CEMEA

Michel Debon de Beauregard
CFDT-EFRP

Gaëlle Hardy Bouharati
FCPE

Agnes Bathiany
FG PEP

Jacques Brillet
FGR-FP

Michelle Bureau
FRANCAS

Linda Veschetti
FSU

Martine Besson
Ligue de l'Enseignement

Elisabeth Teissier
MAE

Isabelle Maupin
MAIF

Anne-Marie Harster
MGEN

Philippe Paillard
OCCE

Yannick Kiervel
SE-Unsa

Alexandra Bojanic
SNUipp

Nicolas Anoto
UNSA Éducation

Roger Crucq
Adhérent individuel

Christophe Lafond
Adhérent individuel

Les réunions du Conseil d'administration

11 janvier

11 avril

17 mai
(CA extraordinaire)

31 mai

11 juillet
(CA extraordinaire)

18 septembre

14 novembre
(CA extraordinaire)

10 décembre

Notre Bureau

au 21 juin

Présidente
Anne-Marie Harster

Secrétaire générale adjointe
Audrey Baudeau

Vice-Présidents
Martine Besson
Michel Debon de Beauregard

Secrétaire Général
Christophe Lafond

Trésorier
Roger Crucq
Trésorier Adjoint
Claude Amari

Membres
Jackie Fonfria
Isabelle Maupin

Les réunions du Bureau

7 février

15 mars

17 mai

30 août

11 octobre

14 novembre

Assemblée générale

21 juin à la CFDT - La journée a été introduite par Catherine Nave-Bekhti, Secrétaire générale du CFDT-EFRP (ex-SGEN CFDT).

L'après-midi a été dédiée aux échanges autour de 2 projets :

- "J'apprends si je comprends" (diffusion en avant-première du court-métrage documentaire sur le bi-plurilinguisme et le droit d'apprendre dans sa langue maternelle) ;
- "Jeunes des 2 Rives" (présentation du média).

Journée des membres

Séminaire stratégique

23 février au SNUipp - "Résonances collectives - Évolutions de notre projet stratégique", présenté par la Présidente et la Déléguée générale.

3 ateliers de groupe ont été organisés.

- France et international - renforcer notre lutte contre les inégalités et les exclusions

- Rentrée Solidaire : repenser notre opération structurante et transformatrice pour 2025

- Communication : préparer une campagne de visibilité pour notre Union.

18 septembre - Le bureau, le CA et l'équipe de direction (COMEX) se sont réunis pour travailler sur la révision du projet stratégique "Un nouvel élan pour 2025", notre vision à l'international et l'affirmation de nos combats pour lutter contre les inégalités par l'éducation.

Réseaux &

À travers notre présence ciblée dans des réseaux nationaux et internationaux, nous contribuons au développement d'un modèle d'organisations de coopération et de solidarité internationale attachées aux principes et valeurs de l'économie sociale et solidaire.

Bioport

Association de soutien à la logistique humanitaire et solidaire des ONG, partenaire de la Rentrée Solidaire.

Campagne mondiale pour l'éducation (CME)

Nous sommes membres de ce mouvement mondial de la société civile, actif dans plus de 100 pays, depuis le Forum de Dakar en 2000. La CME est reconnue officiellement par les institutions internationales pour sa contribution à la défense de l'éducation.

Coalition Éducation

Nous avons fondé la Coalition Éducation en 2015. En tant que collectif de plaidoyer français et relais français de la Campagne mondiale pour l'éducation, elle rassemble aujourd'hui 19 organisations de la société civile. Elle veille au respect des engagements de la France en matière de coopération éducative à l'international et développe de l'expertise via ses membres.

Coordination SUD

Coordination SUD (Solidarité Urgence Développement) est la coordination nationale de 180 ONG et fondations françaises de solidarité internationale. Elle œuvre pour renforcer les capacités des ONG membres et plaide pour des politiques publiques favorables à la solidarité internationale. Nous y sommes historiquement très investis.

collectifs

F3E

Le Fonds pour la promotion des Études préparatoires, des Études transversales et des Évaluations, accompagne et soutient les organisations de solidarité internationale sous statut associatif et collectif, dans l'amélioration de leurs pratiques (100 organisations de la société civile, ONG, collectivités territoriales, fondations, syndicats). Nous y sommes historiquement très investis.

France générosités

C'est le syndicat professionnel des associations et fondations qui font appel à la générosité du public. Il compte 133 adhérents et défend leurs intérêts auprès des pouvoirs publics tout en promouvant la générosité en France.

France Volontaires

C'est la plateforme française du volontariat international d'échange et de solidarité. Elle réunit l'État, des collectivités territoriales et des associations pour promouvoir le volontariat international. France Volontaires rassemble 22 associations agréées par le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, dont Solidarité Laïque.

Réseau Euromed France

Ce réseau rassemble 36 organisations de la société civile française engagées dans les pays du pourtour méditerranéen. Ses actions couvrent des domaines variés comme l'éducation, la culture, les droits de l'Homme et l'environnement. Nous faisons partie des fondateurs.

Et aussi

- Alliance des avocats pour les droits de l'homme (AADH)
- Association française des fundraisers (AFF)
- Label "Don en Confiance"
- Festival des solidarités
- HEXOPEE (syndicat employeurs des métiers de l'animation et de l'éducation populaire)
- L'ESPER (collectif l'Economie sociale partenaire de l'Ecole de la République)
- Le Pacte du pouvoir de vivre
- Le Réseau Environnement Santé (RES)
- Le Réseau francophone contre la marchandisation de l'éducation (réseau informel)

Synthèse des éléments financiers 2024

**Roger Crucq,
Trésorier de
Solidarité Laïque.**



“Notre situation économique reste fragile et impose des arbitrages pour atteindre la stabilité.”

“Grâce à la poursuite de la politique de redressement économique engagée en 2023, Solidarité Laïque affiche un résultat positif pour la 2^{ème} année consécutive. En deux exercices, le déficit des fonds propres a ainsi été réduit de 264K€, passant de -428K€ à -123K€, soit une diminution de 61,92%.

Dans ce contexte de reconstruction progressive des fonds propres, toutes les actions retenues ont pu être financées par le maintien des équilibres dans l’usage des ressources disponibles. Cependant, la baisse récurrente des produits doit conduire à poursuivre l’ajustement des charges (actions et support administratif) et amplifier la recherche de fonds nouveaux (générosité du public et fonds privés).

Cet exercice est un nouvel encouragement pour les équipes de Solidarité Laïque qui se mobilisent pour maintenir le projet de l’Union, pour les élu.e.s et les membres qui agissent pour la pérennité de nos actions et pour les donateurs.trices qui constatent la valeur de l’effort collectif au service d’un projet noble et nécessaire.”

L’origine des fonds

- 24,57% de subventions publiques - Agence Française de Développement, collectivités et établissements publics (2 477K€ en 2024, 3 284 K€ en 2023)
- 11,57% de fonds privés (688K€ en 2024, 778K€ en 2023)
- 9,34% de cotisations des membres (262K€ en 2024, 289K€ en 2023)
- + 8,41% de générosité du public (2 530K€ en 2024, 2 329K€ en 2023)
À noter : les frais de recherche de fonds stabilisés permettent d’observer un ratio de 41,25% (collecte/FRDF) en 2024 (ratio moyen constaté sur les 4 derniers exercices : 44,68%).

Destination des fonds

- Les actions (notre objet social) : 63% des charges en 2024 (67% en 2023)
- Les frais de recherche de fonds : 16% des charges en 2024 (14% en 2023)
- Le fonctionnement administratif : 21 % des charges en 2024 (19% en 2023)

Support administratif des actions

- 13,06% de produits, hors reliquat de collecte (1 065K€ en 2024, 1 225K€ en 2023)
- +4,99% de charges dans une période inflationniste (1 431 K€ en 2024, 1 363K€ en 2023)

Rapport d'activité 2024

**Éducation de qualité
pour toutes et tous p. 32**

**Lutte contre les inégalités
et les exclusions p. 38**

**Jeunes et citoyenneté
locale.mondiale p. 50**



“Continuons à être celles et ceux qui pensent* et agissent avec les autres !”

Nous avons amorcé l'année 2024 avec une nouvelle impulsion stratégique, issue d'un travail collectif validé lors de la Journée des membres. Cette révision a permis de réaffirmer notre finalité : **lutter contre les inégalités et les exclusions par l'éducation**. Plus qu'une simple déclaration d'intention, cela se traduit par des axes stratégiques ajustés, en cohérence avec l'évolution de notre environnement et notre lucidité sur nos capacités. Ce cap partagé, que nous pouvons résumer dans la formule “adapter sans renoncer au sens”, témoigne de notre volonté de faire face aux mutations du monde sans renier nos convictions.

Dans un contexte géopolitique, climatique et social tourmenté, nous n'avons pas échappé aux premiers effets d'un désengagement public de plus en plus marqué. Un premier coup de rabet a été porté aux subventions dédiées à la solidarité internationale, annonciateur d'une tendance préoccupante. **Pourtant, les actions détaillées dans ce rapport en témoignent : aucun des défis globaux auxquels nous sommes confronté.e.s ne pourra être relevé en dressant des murs ou en cédant à l'illusion d'un repli nationaliste.**

La solidarité que nous défendons est laïque, universelle, et fondée sur un impératif de justice sociale. Elle repose sur une conviction ferme : chaque individu, où qu'il vive, doit pouvoir accéder aux mêmes droits, sans discrimination.

Dans ce contexte, 2024 a été une année de rigueur, de maîtrise et d'engagement continu. Nous avons approfondi notre capacité d'anticipation et de réaction face aux aléas – qu'ils soient climatiques, politiques ou financiers – en menant à bien des travaux structurants, comme l'auto-évaluation de notre capacité à assurer la continuité économique de nos activités. Cet outil est désormais une aide précieuse au pilotage, alors que l'année 2025 s'annonce encore plus incertaine.

Nous avons poursuivi le redressement engagé, avec comme cap la reconstitution de nos fonds propres. L'effort collectif porte ses fruits : nous avons réduit le déficit des fonds propres de **62 % en deux ans**. Cette dynamique n'aurait pas été possible sans la fidélité et l'engagement renouvelé de nos donatrices et donateurs, que nous remercions ici avec une profonde reconnaissance, sans la mobilisation des organisations membres dans les actions ou dans le soutien au support administratif des actions.

Néanmoins, nous observons sur notre propre structure, les effets de la lame de fond qui traverse le monde associatif : une baisse de 24 % des subventions publiques, qui affecte non seulement nos capacités d'action sur le terrain, mais aussi nos moyens de fonctionnement et d'appui. **Ce désengagement de l'État préfigure une période difficile, mais il nous pousse aussi à renforcer notre autonomie et à affirmer plus encore notre résilience.**

Nos modèles de solidarité sont rudement mis à l'épreuve. Nos moyens d'intervention et nos modes d'action se trouvent affectés, parfois au risque de dénaturer nos missions sociales, de toucher à notre raison d'être. Mais nous ne renoncerons pas.

C'est dans cette perspective que nous poursuivons résolument notre travail de renforcement et de diversification de nos ressources et partenariats. Les leviers sont identifiés. Il s'agit notamment de sécuriser et de développer les ressources issues de la générosité privée, pilier de stabilité pour notre organisation, en développant toujours plus nos canaux de communication pour mieux toucher de nouveaux publics engagés.

Enfin, nous continuerons à cultiver l'unité et la solidarité entre nous, entre équipes, membres, adhérent.e.s et militant.e.s de notre Union ! En tissant des liens, en cherchant des synergies, nous optimisons nos ressources et amplifions notre impact.

Notre combat pour l'éducation sans condition se décline en 3 champs d'action

Éducation de qualité pour toutes et tous

- En Haïti, 25 écoles publiques équipées
- Des communautés éducatives formées à la gestion des risques et désastres
- 5 000 kits éducatifs distribués dans le cadre de la Rentrée Solidaire

Lutte contre les inégalités et les exclusions

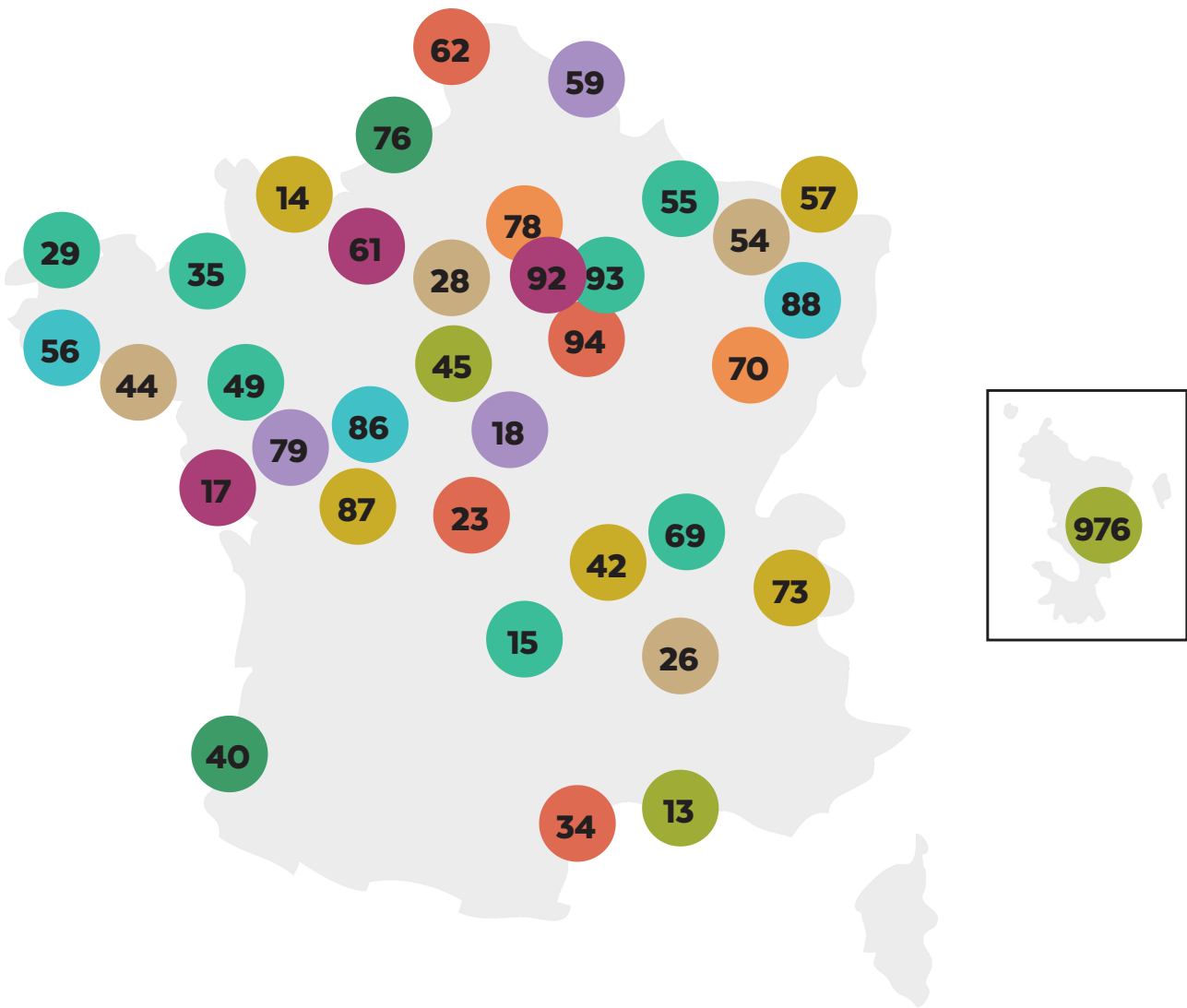
- 523 familles accompagnées autour d'un projet de vacances et d'insertion sociale
- Une campagne de plaidoyer et de mobilisation de ressources qui rappelle que “L'éducation c'est aussi le droit à la protection !”
- Notre Union investie pour soutenir les personnes exclu.e.s de l'éducation en territoires de guerre (Liban et Ukraine) ou après des catastrophes naturelles (au Maroc et à Mayotte)

Jeunesses et citoyenneté locale.mondiale

- 19 projets de citoyenneté locale.mondiale avec des jeunes du bassin Méditerranéen
- 105 projets d'entrepreneuriat, dont 33 portés par des femmes, incubés dans nos Laboratoires d'innovations sociales en Afrique de l'Ouest

**Carole Coupez,
Déléguée générale
de Solidarité Laïque**

Nos délégations départementales en France (DDSL)



- 13 Bouches-du-Rhône

14 Calvados

15 Cantal

17 Charente-Maritime

18 Cher

23 Creuse

26 Drôme

28 Eure-et-Loir

29 Finistère
- 34 Hérault

35 Ille-et-Vilaine

40 Landes

42 Loire

44 Loire-Atlantique

45 Loiret

49 Maine-et-Loire

54 Meurthe-et-Moselle

55 Meuse
- 56 Morbihan

57 Moselle

59 Nord

61 Orne

62 Pas-de-Calais

69 Rhône

70 Haute-Saône

73 Savoie

76 Seine-Maritime

78 Yvelines
- 79 Deux-Sèvres

86 Vienne

87 Haute-Vienne

88 Vosges

92 Hauts-de-Seine

93 Seine-Saint-Denis

94 Val-de-Marne

976 Mayotte



“Nous semons des graines de vivre ensemble.”

En tant que Délégué départemental de Solidarité Laïque, je travaille à rapprocher des personnes d’horizons divers autour de valeurs communes : éducation populaire, éducation pour tous.tes, laïcité, égalité. L’objectif est de renforcer le lien social entre les associations, les institutions, les collectivités, les partenaires et les citoyen.ne.s. Engagé avec conviction et bienveillance, j’aspire à co-construire une société plus juste, plus solidaire, plus fraternelle.

Au sein de la Délégation départementale 79, notre ancrage sur le terrain nous permet d’adapter nos actions aux réalités locales. Échanges d’idées, coopération locale ou internationale... Je suis convaincu que c’est dans la richesse du collectif que naissent les plus beaux projets ! Mon rôle est d’accompagner, d’écouter, d’encourager, de conseiller, d’orienter, afin que chacun.e trouve sa place et que les idées prennent vie.

Didier Drochon, Délégué départemental des Deux-Sèvres (79).

Le.la Délégué.e départemental.e représente Solidarité Laïque à l’échelle locale, renforçant la présence de notre Union dans les territoires. Il.elle anime des réseaux d’acteurs.trices (enseignant.e.s, associations, collectivités, citoyen.ne.s...) et favorise l’échange d’informations entre le terrain, le national ou l’international. Grâce à sa connaissance du contexte local, il.elle organise des actions ciblées, adaptées aux réalités spécifiques (quartiers prioritaires, zones rurales, etc.), garantissant une prise en compte équitable de la diversité territoriale. Le.la délégué.e agit aussi comme interface avec les institutions locales, facilitant la mise en œuvre des politiques éducatives et solidaires. Enfin, il.elle valorise localement les campagnes nationales, renforçant la visibilité de notre Union et l’adhésion aux valeurs de solidarité et de laïcité sur tout le territoire.

Des équipes engagées dans le monde

FRANCE



Délégation générale

Actions de coopération internationale

Direction opérationnelle ECSI

Direction administrative et financière

Direction opérationnelle France hexagonale et ultra-marine

Pôle développement

Services généraux

HAÏTI



**Bureau
de Port-
au-Prince**

**Bureau de la
Grand'Anse**

**Bureau
des Nippes**

TUNISIE



**Bureau
régional
à Tunis**

**Bureau de
Sidi Bouzid**

BÉNIN



**LABIS de
Porto-Novo**

**Bureau
régional**

CÔTE D'IVOIRE



**LABIS
d'Abidjan**

GUINÉE



**LABIS
de Conakry**

BURKINA FASO



**LABIS de
Ouagadou-
gou**

**LABIS
Transna-
tional**

SÉNÉGAL



**LABIS
de Dakar**

12 mois de Lettres

à nos donateurs



1^{er} trimestre

**Solidaires,
de la porte
d'à côté
au bout
du monde !**

3^{ème} trimestre

**En Haïti,
une rentrée
scolaire
en plein
chaos !**

2^{ème} trimestre

**Comment
apprendre
quand la
langue de
l'école n'est
pas celle de
la maison ?**

4^{ème} trimestre

**L'éducation,
c'est aussi
la solidarité !**

Nos pro-grammes

dans 20 pays

HAÏTI



**Lekòl,
chimen libète**
p. 36

FRANCE



**Vacances
et Insertion**
p. 40

TUNISIE



**Soyons
Actifs/Actives**
p. 44

AFRIQUE
DE L'OUEST



**Compétences
pour demain**
p. 52

BASSIN
MÉDITERRANÉEN



**Jeunes
des 2 Rives**
p. 56

MAROC



**Rentrée
Solidaire**
p. 58

Éducation de qualité pour toutes et tous



Parrainage éducatif



Nos partenaires de mise en œuvre

Benebnooma (Burkina Faso) - Centre ESTEL (Sénégal) - Conseil des Activités Educatives du Bénin - Dikason (Burkina Faso) - Fondation Enfances 2/32 (Colombie) - Men Kontre Pou Timoun Rozo (Haïti) - Tadamoun Wa Tanmia (Liban).

Soutenir l'éducation des enfants au quotidien

Le parrainage éducatif permet l'accès à l'éducation pour des enfants éloignés du système éducatif dans leur pays d'origine. Il s'agit d'un accompagnement global et inclusif (frais et fournitures scolaires, suivi pédagogique, dépenses de santé, alimentation, habillement...), jusqu'à l'obtention d'un diplôme.

Nous déployons nos programmes de parrainage dans 6 pays (Bénin, Burkina Faso, Colombie, Haïti, Liban et Sénégal) autour de 3 axes solidaires : la lutte contre le décrochage scolaire, l'autonomisation des jeunes en situation de handicap et le développement personnel, sportif et culturel.

Nos principales activités et réalisations en 2024

- En Haïti, 5 étudiant.e.s de plus ont pu bénéficier de notre parrainage éducatif, mis en oeuvre par l'association MKTR à Roseaux, en lien avec Solidarité Laïque Caraïbes et la bénévole dédiée, basée à Paris.

- Au Liban, après le cessez-le-feu, l'association Tadamoun Wa Tanmia a pu reprendre les activités en présentiel pour les enfants et les jeunes en situation de handicap.

- Au Bénin, nous avons soutenu la traditionnelle fête de Noël organisée par le CAEB à Porto Novo. 500 enfants, dont 110 parrainés, ont participé à des animations, des jeux et des spectacles.

- En août, nous avons lancé une campagne d'appel à dons pour soutenir l'accès aux soins des enfants parrainés en Colombie, au sein de la Fondation Enfances 232. 5 000 euros ont été collectés.

- En octobre, une mission au Sénégal a permis d'évaluer les besoins de notre partenaire le Centre Estel et d'identifier de nouvelles perspectives pour le parrainage éducatif dans la région de Dakar.

- 20 parrains et marraines sont sorti.e.s du programme et 10 nouveaux.elles nous ont rejoint.

354 enfants et adolescent.e.s parrainé.e.s.

361 marraines et parrains

7 associations partenaires

Plus de 1 000 enfants en attente de parrainage éducatif

Budget global : 127 907€



Lekòl, Chimen Libète

(L'école, vecteur de changement social en Haïti)

HAÏTI



Nos organisations membres impliquées

Les Francas - Ceméa

Nos Délégations départementales impliquées

DDSL Charente - DDSL Creuse

Nos partenaires de mise en œuvre

L'AAPEJ - Action Education - les Alliances françaises de Jérémie et des Cayes - l'Appel - la COHAIV - CO.RE.CA - Electriciens sans frontières - F3E - le ministère de l'Éducation nationale et de la formation professionnelle haïtien et ses Directions départementales du Sud, des Nippes et de la Grand'Anse - Réseau Haïti Ouest - le Réseau Inter-Agence pour l'éducation en situation d'urgence.

Réaffirmer la dimension sociale de l'école

En avril 2024, nous avons clôturé la 1^{ère} phase de notre intervention en Haïti à travers nos programmes "L'école, vecteur de changement social en Haïti" et "L'école, ferment de résilience face aux crises en Haïti". Ils visaient à améliorer l'accès à une éducation publique de qualité dans des zones reculées, tout en renforçant la résilience des communautés éducatives. Notre action se poursuit à travers une 2^{ème} phase de consolidation, dans un contexte de fortes violences, de crise politique, économique et environnementale.

Nos principales activités et réalisations en 2024

- Distribution de kits scolaires à 4 759 élèves durant la Rentrée Solidaire
- Équipement de salles de classe (tables, bancs, tableaux, bureaux...), de cantines scolaires et de bureaux de direction (10 écoles)
- Distribution de kits de secours et de contingence en cas de catastrophe naturelle (25 écoles)
- Réalisation de plans d'évacuation en cas de catastrophe naturelle, réalisation d'exercices de simulation, et formation des élèves et du personnel éducatif (25 écoles)
- Entretien de 9 jardins scolaires déployés en 2023
- Distribution de 62 couples de lapins à 124 élèves de familles vulnérables (14 écoles)
- Formation de 535 personnes à l'entretien des jardins potagers et à l'élevage de lapins (14 écoles)
- Organisation de 301 séances de sensibilisation sur les droits de l'Homme, l'égalité entre les genres, la prévention de la violence en milieu scolaire et des grossesses précoces, les droits de l'enfant et la citoyenneté auprès de 267 113 personnes dans les communes des 25 écoles
- Initiation de 150 enseignant.es à un parcours de formation en langue française d'enseignement dispensé par les Alliances françaises des Cayes et de Jérémie

- Accompagnement des membres des conseils d'école élargis (25 écoles)
- Formation de 80 personnes à l'entretien et la maintenance (notamment l'électrification) des équipements et infrastructures de 25 écoles
- Distribution de kits de jeux périscolaires et de ressources éducatives faisant rayonner la culture haïtienne (25 écoles)

Entre 2022 et 2024, nos actions ont bénéficié à 349 224 personnes dont plus de 50 % de femmes / filles.

40 salles de classe construites et 84 réhabilitées dans 18 écoles.

Budget global : 5 084 966 €
dont 630 293 € de fonds propres

Bailleurs publics

AFD - Nantes Métropole - Haut Commissariat des Nations Unis pour les Droits de l'Homme, Apports en nature de l'état haïtien.

Bailleurs privés

Action Éducation - Électriciens sans frontières - CO.RE.CA - Appel - Réseau Haïti Ouest - F3E - Fondation du Judaïsme - Francas - Ceméa - apport en nature des communautés.





Lutte contre les inégalités et les exclusions

Vacances et Insertion



Nos organisations membres impliquées

AROEVEN - Ligue de l'enseignement - FGPEP

Nos Délégations départementales impliquées

DDSL du Calvados - DDSL du Cantal - DDSL de la Creuse - DDSL de la Drôme - DDSL de la Meurthe-et-Moselle - DDSL de la Moselle - DDSL du Nord - DDSL du Pas-de-Calais - DDSL des Deux-Sèvres - DDSL de la Vienne - DDSL de la Haute-Vienne - DDSL de Savoie - DDSL des Vosges

Réduire les risques de rupture sociale

Dans le prolongement du droit aux vacances pour toutes et tous, inscrit dans la loi depuis 1998, nous coordonnons chaque année le programme Vacances et Insertion (VEI), en partenariat avec l'Agence Nationale pour les Chèques-Vacances (ANCV), avec l'appui de nos organisations membres. C'est dans ce cadre que s'inscrit le dispositif "Aide aux projets vacances" (APV), visant à accompagner financièrement, par l'attribution de chèques-vacances, les départs individuels ou collectifs de familles, de seniors et de jeunes en situation de fragilité, engagé.e.s dans une démarche de construction d'un projet de vacances. Les enfants et adultes accompagné.e.s peuvent ainsi s'évader de leurs problèmes du quotidien, resserrer les liens familiaux et dans le cadre de la préparation de leurs séjours, faire des vacances un levier d'insertion sociale.

Nos principales activités et réalisations en 2024

- Des rendez-vous ont été organisés avec les familles ou les accompagnateurs.trices professionnel.le.s (assistantes sociales, référents de famille, éducateurs.trices...) pour valider les demandes et préparer les projets de départ, puis un nouveau temps d'échange après le séjour.

- Avec nos délégations départementales du Pas-de-Calais et du Nord, nous avons soutenu l'opération "10 000 départs : ne rêvez plus, partez !", à hauteur de 100 000 €. Cette dynamique territoriale portée par Vacances Ouvertes et soutenue par de nombreux partenaires publics et associatifs dont l'ANCV, a permis le départ en vacances de personnes qui en sont le plus éloignées sur le territoire Lens-Lievin. Permettre et accompagner le départ en vacances d'autant d'habitant.e.s d'un même territoire, c'était une première en France !

- De plus, le 25 octobre 2024, l'Organisation internationale du tourisme social (ISTO) a décerné le prix de la durabilité sociale, dans la catégorie "Initiatives des associations et du secteur privé" à cette opération collective.

**En 2024, nous avons co-organisé
31 722 nuitées de vacances avec l'ANCV
pour 3 845 personnes.**

1 233 demandes traitées
dont 931 dossiers pour des familles,
174 pour des adultes isolés,
57 pour des seniors,
et 71 pour des jeunes.

Budget global : 422 420 €

Bailleurs publics
ANCV



Nos partenaires nationaux

Agence Nationale pour les
Chèques-Vacances (ANCV)
Réseau des caisses d’allocations familiales
Vacances Ouvertes UNAT

Nos partenaires locaux

ADAPEI 88
ADPEP 23
AROEVEN Caen Normandie
Association Basiliade
Association Coup de pouce
Association Familiale Montjoie
Association JFS
Association La Bienvenue
Association La Canopée
Association La Main Tendue
Association Les Visiteurs
Association Syndicale des Familles
Monoparentales et Recomposées
Banlieues Santé
CCAS de la ville d’Orly
CCAS de la ville de Yerres
Centre d’accueil de demandeurs d’asile
Coallia Paris
Centre d’accueil de demandeurs d’asile
Coallia Auxerre
Centre d’accueil de demandeurs d’asile
Coallia Avallon
Centre d’animation communale de Panazol
Centre d’hébergement d’urgence
La Main Tendue
Centre social de la Bastide
Centre social de l’Estaque- bassin de Séon
Centre social Escapade
Centre social municipal de Beaubreuil
Centre social de la solidarité
Centre social de Saint Joseph Fontainieu
Centre social des Bourrely
Centre social des Lilas
Centre social des Musardises
Centre social Estaque
Centre social Jacques Prévert
Centre social Hérimoncourt
Centre social Kléber
Centre social La Gavotte Peyret
Centre social La Solidarité

Centre social La Toupie
Ligue de l’enseignement Savoie
Ligue de l’enseignement des Vosges
Maison de la Culture et des Loisirs
Maison des Fées Ménilmontant
La Bonne Terre de France
Ligue de l’enseignement des Bouches du Rhône
Ligue de l’enseignement de la Drôme
Ligue de l’enseignement de Meurthe et Moselle
Ligue de l’enseignement Paris
Centre social Les Lilas
Centre social Saint Joseph
Centre social Rambervilliers
Centre social Val Plan Begudes
Centre social Vital
CHRS CIM
CMSEA DADT
Conseil départemental Haute Vienne
FJEP Champigneulles
J2R
Maison des Fées Popincourt
Maison de quartier des Aunettes
Maison de quartier Champtier du Coq
Maison de quartier des Epinettes
Maison de quartier Evry Sud
Maison des femmes et enfants
Maison des projets de Buxerolles
Maison relais Le Rheu
MJC Centre social Petite Hollande
MJC Centre social Saint Exupéry
Objectif Egalité
PEP Atlantique
Revivre
Serena La Minoterie
Serena Verdon
Solidarités Nationales et Internationales
UDAF 35
UDAF 57
Vacances du Cœur
1001 Saveurs
82-4000 Solidaires

Soyons Actifs / Actives



Nos organisations membres impliquées

Ligue de l'enseignement - CEMEA - GREF - CFDT EFRP - FTCT

Nos Délégations départementales impliquées

DDSL Bouches-du-Rhône

Faire progresser l'accès aux droits et aux libertés

Nous sommes chef de file du programme concerté pluri-acteurs "Soyons Actifs.Actives". L'objectif : renforcer les capacités des organisations de la société civile tunisienne en faveur de la réduction des inégalités dans l'accès aux droits, en y associant des organisations françaises. Soutien aux OSC à des dynamiques de coopération économiques et sociales locales, et gouvernance participative, Soyons Actifs / Actives poursuit sa phase 3 lancée fin 2023, dans un contexte qui restreint les activités des associations et des défenseur.es des droits humains.

Nos principaux projets et activités en consortium en 2024

- "L'entrepreneuriat au féminin, un vecteur de changement social" : attribution de bourses à 50 femmes pour des formations sur l'Économie Sociale et Solidaire (ESS) et les Coopératives d'activités et d'emploi (CAE).
- "Appui à la commercialisation pour contribuer à l'égalité des sexes (ACCES)" : création d'un espace de travail partagé et de vente à Sidi Bouzid, en partenariat avec la municipalité.
- "Le potager de mon école" : entretien régulier des cultures et animation des 3 clubs sur l'éducation environnementale dans le collège pilote de Tozeur.

Nos principales initiatives locales en 2024

- "COO-LAB : Laboratoire d'innovation sociale pour l'économie solidaire" : création d'une bibliothèque numérique.
- "Nos élèves et l'espace scolaire" : création d'un conseil municipal d'école, de comités environnement hygiène, espaces verts et de clubs tels que le club de lecture.
- Organisation de séances de théâtre-forum avec la participation de 20 jeunes dont 10 lycéen.ne.s.

En 2024, 67 organisations membres dont 44 tunisiennes et 23 françaises.

Pôle Éducation

- 46 membres
- 10 activités en 2024

Pôle ESS

- 40 membres
- 8 activités en 2024

L'impact de nos actions va au-delà des membres du PCPA

- 64 organisations publiques et privées
- 37 organisations de la société civile française et tunisienne (non-membres)
- 12 collectivités territoriales
- 7 ministères ou institutions publiques tunisiennes (y compris les universités et les instituts de recherches)

Budget global : 3 333 361 €

dont 226 907 € de fonds propres

27 000 € de bailleurs publics tunisiens
2 500 000 € de l'Agence française de développement
250 000 € de la Fondation de France



Organisations tunisiennes membres du programme

Association de Développement de la Femme Rurale (ADFR)
 Association de Développement local Borj Ennour (ADL Borj Ennour)
 Association de l'observatoire de Sousse sur le décrochage scolaire
 Association Formes et Couleurs Oasiennes (AFCO)
 Association Nakhwa pour la femme et la famille (Nakhwa)
 Association Tunisienne de l'Action Culturelle (ATAC)
 Citoyenneté et Liberté Djerba (ACL Djerba)
 Club Culturel Ali Belhouane (CCAB)
 Création et Créativité pour le Développement et l'Embauche (CCDE)
 Fédération Nationale des Communes Tunisiennes (FNVT)
 Jeunes actifs Kasserine
 Ligue Tunisienne de l'éducation (LTE)
 Ligue Tunisienne pour la Défense des Droits de l'Homme (LTDH)
 Manifeste Beja
 Organisation Tunisienne de défense des Droits des Personnes Handicapées (OTDDPH)
 Pensée Nationale Libre (PNL)
 Réseau enfants de la terre (RET)
 Scouts Tunisiens
 Tunisian Forum for Youth Empowerment (TFYE)
 Union générale tunisienne du travail (UGTT)
 Victoire pour la femme rurale Sidi Bouzid (AVFR)
 Association WE DO
 Younga Solidaire
 La Ruche Tozeur
 Association Ryhanna pour la femme de Jendouba
 Association ADO+
 Lam Echaml

AMAL pour la famille et l'enfant
 Smart Gafsa
 Théâtre Forum
 Innocence
 We youth
 Rafik deuxième chance
 Tunisian Education And Ressource Network (TEARN)
 Association BAYA
 Laboratoire de l'Économie Sociale et Solidaire (Lab'ESS)
 Mash'hed
 Association pour la créativité scolaire (ACS)
 Rencontre du Sud pour la culture et les Arts (RSCA)
 Les Amis de l'art
 Citoyenneté développement, culture et migration des deux rives (CDCMIR)
 Association Mouwatinnet
 Fondation FACE
 Association du développement et des études stratégiques (ADES)

Organisations françaises membres du programme

Association Migration Solidarité et Echanges pour le Développement (AMSED)
 Batik International (Batik)
 Centres d'entraînement aux méthodes d'éducation active (Ceméa)
 Confédération française démocratique du travail (CFDT)
 Confédération Générale du Travail (CGT)
 Cool'eurs du monde (CDM)
 Déterminé.e.s et engagé.e.s (E&D)
 Fédération des syndicats généraux de l'Education nationale et de la Recherche publique Sgen-CFDT
 Fédération des tunisiens pour une citoyenneté des deux rives (FTCR)
 Association Grdr Migration-Citoyenneté-Développement
 Groupement des éducateurs sans frontières (GREF)
 Institut de Coopération Sociale Internationale (ICOSI)
 IMAGECOM
 Manufacture Coopérative (ManuCoop)
 Solidarité Laïque (CNSL)
 Transmission et Développement (TED)
 Citoyens de la Terre
 Plateau Mistral
 Acteurs Chercheurs Territoire de l'Economie sociale (ACTE 1)
 Alterna'Coop, coopérer autrement en Méditerranée ! (ALTERNACOOP)
 Institut Régional de Travail Social PACA CORSE (IRTS PACA CORSE)
 Régie services Nord Littoral (RSNL).

Urgences

Faisons de l'éducation un repère pour la population libanaise !

LIBAN



Le 23 septembre 2024, avec le début des bombardements massifs, la situation a pris une dimension alarmante au Liban.

Au sud du pays, dans une zone ciblée par les affrontements violents entre Israël et le Hezbollah, avec de nombreux déplacés, dont une majorité d'enfants, notre partenaire "Tadamoun Wa Tanmia" (TWT), a réorganisé ses actions pour accompagner les familles victimes (accueil, appui psychosocial, biens de première nécessité...) en gardant le lien avec les jeunes en situation de handicap habituellement pris en charge.

Depuis 2003, nous soutenons des projets mis en œuvre par TWT, association fondée pendant la guerre civile au Liban, dans le cadre de nos programmes de parrainage éducatif et "Jeunes des 2 Rives".

MAYOTTE



Samedi 14 décembre 2024, le cyclone Chido a littéralement dévasté l'île de Mayotte.

Dès le lendemain de cette catastrophe, nous nous sommes mobilisé.e.s collectivement. Continuité éducative sur le territoire, distribution de matériel scolaire... Autour de notre Délégation de Mamoudzou, nous avons animé des échanges entre nos organisations membres et nos partenaires engagés sur le terrain, pour construire des solutions adaptées à une reprise de l'éducation dans de bonnes conditions.

Soutenons les victimes du cyclone Chido à Mayotte

et crises

UKRAINE



Traumatisé.e.s par la guerre, privé.e.s d'activités éducatives, sportives ou culturelles, les jeunes ukrainien.ne.s sont isolé.e.s, avec très peu d'espaces de sociabilité.

Des séjours de répit pour des élèves en provenance d'Ukraine

Dans la continuité de notre action en soutien aux populations victimes de la guerre en Ukraine, nous avons soutenu des séjours de répit organisés par l'association Europe Prykhystok ("refuge, abri" en ukrainien) et la Fédération générale des Pupilles de l'enseignement public (FG-PEP), organisation membre de notre Union.

80 Ukrainien.enne.s de 12 à 16 ans, orphelin.e.s de guerre ou déplacé.e.s en raison du conflit, accompagné.e.s par leurs professeur.e.s de français, sont venus renouer des liens sociaux en France, avec des jeunes de leur âge, dans un cadre sécurisant.

Du 17 au 31 mars 2024, 40 élèves ukrainien.ne.s ont partagé des temps scolaires avec des élèves français.es, au collège Alfred Mézières de Nancy. Langues, mathématiques, découverte de l'Histoire des deux pays, activités en centre de loisirs... Ce projet pédagogique a été co-construit avec la ville de Vinnytsia, à l'Ouest de l'Ukraine, des professeurs de Nancy et de Vinnytsia et les professionnels des PEP Lor'Est, avec le soutien de la ville de Nancy, du Conseil départemental de Meurthe-et-Moselle et de Solidarité Laïque.

Du 22 septembre au 4 octobre 2024 à Strasbourg, un nouveau groupe de 40 jeunes collégien.ne.s ukrainien.ne.s a participé à des projets éducatifs et à des temps d'échanges interculturels.

Activités ludiques, jeux en plein air près du massif vosgien... Ce séjour a été organisé grâce au partenariat entre les régions du Grand Est en France et de Kharkiv en Ukraine, avec l'appui des villes de Strasbourg et de Kehl, la collectivité européenne d'Alsace et le soutien financier de Solidarité Laïque et du groupe Aéroport de Paris.



Jeunesses & citoyen- neté

locale .mondiale



Compétences pour demain



Nos partenaires de mise en œuvre

Action Éducation (en consortium) - La Jardinière - Altercato - Collège Coopératif de Paris - PASS et CODE (Côte d'Ivoire) - RADEB (Bénin) - REVES (Sénégal)

Favoriser l'employabilité et la participation citoyenne

À travers notre programme **Compétences pour Demain (CPD)**, nous favorisons l'autonomisation des jeunes en périphérie des grandes villes d'Afrique de l'Ouest. Nous animons des "Laboratoires d'innovation sociale" (LABIS), espaces éducatifs de diversité sociale, de créativité d'innovation, d'expérimentation et de partage d'expériences.

Nos principales activités et réalisations en 2024

Insertion socio-professionnelle - 152 formations

Accueil, écoute active, conseil, information et orientation, formation et accompagnement des jeunes dans leurs démarches d'emploi ou d'auto-emploi (audiovisuel, agro-alimentaire, marketing digital, recyclage des déchets, gestion financière, intelligence artificielle, photographie, maquillage cinématographique, stylisme-modélisme, etc.).

Engagement citoyen - 165 activités et initiatives

- Sensibilisation aux droits, à la citoyenneté, au changement climatique, aux enjeux liés à l'égalité de genre, aux violences basées sur le genre, etc.
- 42 initiatives citoyennes menées par les jeunes.

Rencontre transnationale à Dakar

En juin, des organisations de la société civile, des pouvoirs publics, des acteurs privés et les jeunes du LABIS de Dakar ont collectivement échangé sur les défis liés à l'autonomisation socio-économique des jeunes et la pérennisation des LABIS.

Recherche-action et capitalisation

- Partage d'expérience, formations et ateliers coopératifs.
- Réalisation d'un guide méthodologique sur le fonctionnement des LABIS et des parcours de jeunes accompagnés.e.s.

En 2024, 25 000 personnes ont été touchées par nos actions dans le cadre de CPD.

Au sein des LABIS, nous avons accompagné 9 388 jeunes entre 16 et 35 ans, dont 4 051 filles/femmes.

- 275 activités organisées autour des LABIS
- 105 projets d'entrepreneuriat créés au sein des LABIS, dont 33 portés par des femmes
- 30 jeunes formés.e.s sur la protection sociale et accompagné.e.s en Côte d'Ivoire

Les LABIS sont partenaires de 82 organisations de la société civile.

- 56 acteurs publics nous ont apporté leur appui technique (15 accords conclus) : 8 ministères, 26 communes, 22 directions de jeunesse et agences d'emploi.
- 76 entreprises privées se sont mobilisées à nos côtés (8 partenariats conclus).

Budget global : 2 770 682 €

dont 112 047 € de fonds propres de Action Éducation et 552 600 € de Solidarité Laïque

Bailleurs publics

Agence française de développement - ANPEJ - ANRT - ANSD - Coopération Suisse - ENABEL - SNV - Mairie de Porto-Novo - Direction communale de Ratoma

Bailleurs privés

CJS - FONJEP - ONG CONCEPT



ECSI

(Éducation à la citoyenneté
et à la Solidarité Internationale)



Notre équipe ECSI met en œuvre des parcours d'engagement et de conscientisation adaptés à tous les publics, à travers nos programmes, nos campagnes et nos ressources pédagogiques, dans une étroite articulation avec nos organisations membres.

Il s'agit de permettre à chacun.e de prendre conscience des facteurs d'inégalités et des interdépendances mondiales, pour agir en faveur de la transformation de la société et la réduction des inégalités dans le monde.

Budget du service ECSI (hors J2R) : 151 409€

Partenaires financiers

MEAE - DGESCO - DJEPVA - FONJEP - Ville de Nantes - Département de Loire Atlantique

Interagir dans une perspective de développement durable

Place aux jeunes !

L'envie et le pouvoir d'agir des jeunes souhaitant s'affranchir de leur statut de "bénéficiaires" des programmes qui leur sont destinés, ne trouvent pas toujours leur place au sein des associations.

Depuis 2019, le projet collectif "Place aux Jeunes !" porté par Engagé.e.s et Déterminé.e.s se propose de répondre à l'enjeu de la participation des jeunes dans les associations et organisations :

- plaider auprès des ministères et institutions publiques pour intégrer les enjeux jeunes dans les politiques publiques ;

- accompagner les organisations de la société civile en proposant des parcours de formation ;
- essaimer et fédérer les organisations en France autour d'échanges de pratiques entre pair.e.s et de la structuration des dynamiques locales.

3 formations en France en 2024.

22 personnes issues de 5 structures ont été formées.

Nos partenaires de mise en œuvre

Cnajep - Engagé.e.s et Déterminé.e.s - France Volontaires - FORIM - GRDR - Gret - Iram - Migrations & Développement - Plan International - Réseau Euromed France - Scouts et Guides de France

Le PIEED

Le Prix des Initiatives d'Engagé.e.s & Déterminé.e.s (PIEED) est un dispositif de financement, d'accompagnement et de valorisation d'initiatives portées par des jeunes en matière d'éducation à la citoyenneté et à la solidarité internationale.

Depuis le lancement du PIEED, une soixantaine de projets ont déjà été financés.

Ces actions innovantes visent à mobiliser le public autour des enjeux de la solidarité internationale (consommation responsable, santé publique mondiale, migrations internationales, etc).

Partenaires de Engagé.e.s & Déterminé.e.s et soutiens actifs du PIEED, nous participons chaque année au jury de sélection des projets lauréats.



Jeunes des 2 Rives



Nos organisations membres impliquées

Ligue de l'enseignement - CEMEA

Nos Délégations départementales impliquées

DDSL de la Meurthe-et-Moselle - DDSL de l'Oise - DDSL PACA

Nos partenaires de mise en œuvre

Fédération de la Ligue de l'enseignement des Bouches-du-Rhône - Fédération de la Ligue de l'enseignement de l'Oise - Fédération de la Ligue de l'enseignement de Meurthe-et-Moselle - CEMEA Occitanie - CEMEA Pays de la Loire - Migrations & Développement (Maroc) - Solidarité Laïque Tunisie (Tunisie) - RYCO (Albanie) - Tadamoun Wa Tanmia (Liban)

Promouvoir une citoyenneté ouverte sur le monde

Avec notre programme “Jeunes des 2 Rives” (J2R), nous soutenons l'exercice d'une citoyenneté locale.mondiale chez les jeunes qui subissent le plus les inégalités, en France, au Maroc, en Tunisie, au Liban et en Albanie. En consortium avec des organisations éducatives de ces 5 pays du bassin méditerranéen, nous accompagnons les jeunes dans leurs initiatives solidaires et citoyennes. Nous développons aussi un réseau transnational d'acteur.trices engagé.e.s dans la transformation pour une société plus juste, plus inclusive et plus durable.

Nos principales activités et réalisations en 2024

- Des projets internationaux ont été menés en France avec la mobilisation de trois groupes de jeunes Marocain.e.s et Tunisien.ne.s à Marseille, à Pont-à-Mousson et à Tautavel.
- Au Liban, les dynamiques citoyennes ont été brutalement interrompues par la guerre. Les jeunes et structures éducatives engagées dans J2R se sont notamment impliqués dans l'accueil et la prise en charge de populations déplacées et réfugiées.
- 3 rencontres nationales de préparation au départ, en France, au Maroc et en Tunisie
- 3 restitutions nationales en France, au Maroc et en Tunisie
- 1 séminaire transnational à Agadir
- 6 rencontres nationales entre éducateur.trices à Paris, Marseille, Agadir, Tunis et Tirana
- 2 webinaires transnationaux organisés pour les éducateur.trices
- 100 capsules vidéos produites dans le cadre des projets et diffusées sur les réseaux sociaux

En 2024, nous avons accompagné 19 projets de citoyenneté locale.mondiale en France, au Maroc, en Tunisie et en Albanie, avec :

- 380 jeunes (2 groupes de 10 jeunes de pays différents par projet)
- 2 éducateur.trices de structure et pays différents par projet

150 acteurs éducatifs ont été accompagné.e.s et mis en réseau lors de nos rencontres nationales et transnationales.

10 000 vues des vidéos du média J2R sur Instagram, Facebook et Youtube.

Budget global : 1 167 558 €
dont 120 000€ de fonds propres

Bailleurs publics

AFD - Erasmus + - Fonjep, Métropole Aix Marseille - Ville de Marseille - Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères

Bailleurs privés

Fondation de France



Rentrée Solidaire



Initier à la solidarité internationale

La Rentrée Solidaire est notre opération annuelle de sensibilisation et de mobilisation des jeunes sur le droit à l'éducation et la solidarité internationale.

Nous produisons des contenus pédagogiques et accompagnons les enseignant.e.s et éducateurs.trices qui organisent des ateliers ou projets solidaires avec les jeunes. La Rentrée Solidaire contribue ainsi à la compréhension des enjeux sociétaux globaux et favorise l'engagement citoyen des jeunes.

Nos principales activités et réalisations en 2024

- Webinaire de présentation de l'édition 2024-2025 à la communauté éducative, le 23 octobre
- Conception et diffusion d'un kit pédagogique (posters, webtoons, vidéos, parcours interactifs...) autour des enjeux liés à l'accès à l'éducation au Maroc (langues, système éducatif, organisation politique, culture et traditions...).
- Lancement d'un appel à dons pour soutenir 3 projets au sein de "dar talib", internats éducatifs, touchés par le séisme de septembre 2023 au Maroc : des ateliers de soutien scolaire pour les élèves accueilli.e.s, des activités périscolaires (animations sportives et artistiques, accompagnement psychosocial) et l'aménagement des dar talib (dortoirs, sanitaires, salles multimedia...).
- Appui et interventions pédagogiques en ligne et en présentiel auprès de collèges et de structures éducatives partenaires en France.

- Depuis près de 25 ans, la Rentrée Solidaire était accompagnée d'une collecte de fournitures scolaires. En 2024, nous avons entamé une transition vers un modèle plus cohérent avec les enjeux éducatifs et sociaux de nos territoires d'intervention.

La collecte financière remplace désormais les dons matériels pour soutenir des projets socio-éducatifs, en lien avec nos associations partenaires sur le terrain.

En 2024, 9 592 jeunes ont participé à la Rentrée Solidaire :

- 3% sont des élèves en cycle 1
- 9% sont en cycle 2
- 12% sont en cycle 3
- 44% sont en cycle 4
- 28% sont au lycée

488 structures éducatives ont été impliquées et 600 touché.e.s indirectement.

Nos organisations membres impliquées

MAIF - OCCE - Ligue de l'enseignement - Francas - PEP

Toutes nos Délégations départementales sont impliquées

Nos partenaires de mise en œuvre

Migrations et Développement



Volontariat de solidarité internationale



Nos organisations membres impliquées

CEMEA Pays de la Loire

Nos partenaires de mise en œuvre

France Volontaires - Guinée 44 - Alliances françaises d'Albanie - Ville de Rufisque - Guinée 44 - Solidarité Laïque Tunisie - Les 5 Laboratoires d'innovation sociale de notre programme "Compétences pour demain"

Accompagner l'engagement réciproque des jeunes

Le Volontariat de solidarité internationale (VSI) est un dispositif de réalisation d'une mission d'intérêt général dans les domaines de la coopération au développement et de l'action humanitaire, pendant un an au minimum, en dehors de son pays. Il permet de mobiliser des personnes de plus de 18 ans ayant déjà une expertise et des compétences, sans condition de nationalité. Nous accompagnons les volontaires dans la préparation de leurs missions avec des formations au départ et à l'accueil, ainsi qu'un appui à leur intégration interculturelle, sociale et administrative.

Proposer aux jeunes des parcours d'engagement, par la réalisation d'une mission de volontariat, est source d'apprentissage. Ces expériences de vie favorisent la compréhension du monde : remettre en question et déconstruire ce qui paraît être une norme et ainsi co-construire, développer son pouvoir d'agir, être acteur ou actrice du changement. **Notre approche permet aux volontaires d'apprendre en faisant, d'expérimenter, en s'autorisant à tenter et donc parfois à échouer.**

Nos principales activités et réalisations en 2024

Nous avons accompagné des volontaires pour leurs missions au Bénin, en Côte d'Ivoire, en Albanie, en Tunisie, au Sénégal et en France (Marseille et Nantes), autour des thématiques d'action suivantes :

- La citoyenneté et l'engagement des jeunes ;
- L'éducation pour toutes et tous ;
- L'économie sociale et solidaire ;
- L'accès à la culture ;
- La sécurité alimentaire ;
- L'eau et l'assainissement ;
- La francophonie.

Ces missions ont été réalisées dans le cadre de nos programmes Jeunes des 2 Rives, Soyons Actifs/Actives et Compétences pour demain.

En tant qu'opérateur agréé, nous pouvons aussi porter des missions pour nos organisations membres ou pour d'autres structures.

14 volontaires de solidarité internationale accompagné.e.s en 2024

dont 4 VSI en réciprocité et 3 VSI Sud / Sud

11 nouvelles missions en 2024

2 sessions collectives de préparation au départ et à l'accueil de 4 jours

2 formations au départ individuelles

7 accompagnements au retour

Bailleurs publics

Ministère de l'Europe et des Affaires Étrangères - Métropole de Nantes - Département 44 - Ville de Marseille



Et aussi

Sandratra à Madagascar

Avec ce projet, soutenons de jeunes mères solos des quartiers précaires d'Antananarivo (1^{er}, 3^{ème} et 4^{ème} arrondissements).

Ces jeunes femmes de 15 à 29 ans, sorties du système scolaire, affrontent des conditions de vie particulièrement difficiles, accentuées par leur isolement social et leur situation familiale fragile. Leur statut de mère solo, souvent mal perçu, constitue un frein majeur à leur inclusion. Stigmatisées, elles font face à des jugements et à des discriminations qui les marginalisent. Cette exclusion les expose à de nombreuses formes de violences, qu'elles soient psychologiques, physiques ou sexuelles.

En 2024, elles ont renforcé leurs compétences de base, telles que lire, écrire et compter.

- 567 participantes sur 600 (94,5 %) ont constaté une réduction de leurs difficultés personnelles ;
- 252 mères solos sont déjà impliquées dans des actions sociales et citoyennes ;
- 273 jeunes mères sur les 900 accompagnées depuis le début du projet (30,3 %) sont devenues membres d'associations de quartier.

567 mères solos formées en 2024

289 mères solos insérées professionnellement

3 associations de mères solos créées (une dans chaque arrondissement où se déroule le projet)

35 projets citoyens élaborés par les mères solos

24 activités de sensibilisation réalisées avec la participation de 180 mères solos

Budget global : 1 469 679 €
dont 25 816 € de fonds propres

Bailleur public
AFD

Bailleurs privés
Solidis Garantie - FILATEX

Nos partenaires de mise en œuvre
Action Éducation - CEMEA Madagascar -
Commune Urbaine d'Antananarivo



12 mois de

générosité

33 868
donateurs

2 530 414 €

collectés en 2024, hors legs.

88 762 €

de legs reçus en 2024.

**Les sujets
qui ont
suscité
l'engagement
de nos
donateurs**

- Nos perspectives d'actions pour 2024
- Handicap et inclusion (mailing)
- La Rentrée Solidaire Maroc
- Solidaires, de la porte d'à côté au bout du monde ! (Lettre du 1^{er} trimestre)
- L'éducation, c'est aussi la solidarité (Lettre du 4^{ème} trimestre)
- L'éducation c'est aussi le droit à la protection ! (campagne de fin d'année)
- Langues et diversité culturelle (Lettre du 2^{ème} trimestre)
- Vœux de fin d'année (emailing)

**Les pics de
générosité**

- L'appel à dons "Urgence Mayotte" (décembre)
- L'emailing sur la défiscalisation (décembre)
- La campagne de fin d'année autour du droit à la protection ("L'éducation c'est aussi la protection !") et du droit de vivre ensemble ("L'éducation, c'est aussi la solidarité !")

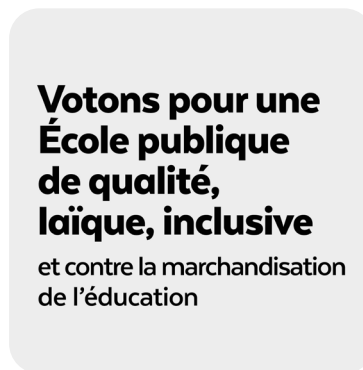
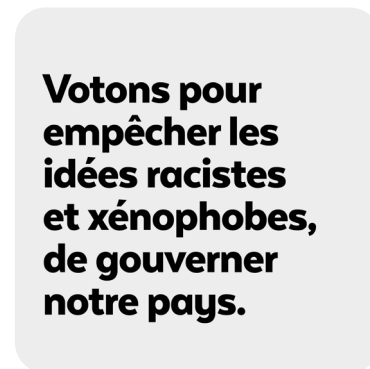


67 brochures "Legs, assurances-vie et donations" demandées par des testateurs.trices potentiel.le.s.



Un supplément "Don sur succession" diffusé en 33 566 exemplaires, avec la Lettre du 2^{ème} trimestre.

1 an de réseaux sociaux





**Solidarité
Laïque**

www.solidarite-laique.org

+33 01 45 35 13 13

info@solidarite-laique.org

22 rue Corvisart - 75013 Paris, France.



Directrice de la publication : Anne-Marie Harster

Dépôt légal : juin 2025

ISSN 3036-8499 (en ligne) - ISSN 2679-7690 (imprimé)



Rapport annuel 2024